C/2026/3597

13.7.2026

RAPPORT D'ACTIVITÉ EN MATIÈRE FINANCIÈRE 2025

Section II - Conseil européen et Conseil

(C/2026/3597)

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION . . . 2

II. OBJECTIFS ET BUDGET POUR L'EXERCICE 2025 . . . 2

A. Principaux objectifs financiers . . . 2

B. Établissement du budget 2025 pour le Conseil européen et le Conseil . . . 2

I) *Orientation générale* . . . 2

II) *Budget 2025* . . . 3

III) *Budget 2025 et rubrique 7 du cadre financier pluriannuel du budget de l'UE* . . . 3

III. APERÇU GLOBAL DE L'EXÉCUTION DU BUDGET EN 2025 . . . 4

A. Activités et objectifs du Conseil européen et du Conseil en 2025 . . . 4

I) *Réunions* . . . 4

II) *Activités législatives* . . . 5

III) *Modernisation administrative* . . . 5

IV) *Réalisation des objectifs en 2025* . . . 6

B. Recettes . . . 7

C. Dépenses de l'exercice 2025 . . . 8

I) *Modification du budget en 2025* . . . 8

II) *Aperçu de l'exécution du budget au cours de la période 2021-2025* . . . 10

III) *Exécution des crédits par catégorie en 2025* . . . 11

D. Crédits reportés . . . 13

I) *Crédits reportés de droit de l'exercice 2024 à l'exercice 2025* . . . 13

II) *Crédits reportés de droit de l'exercice 2025 à l'exercice 2026* . . . 15

E. Recettes affectées . . . 17

I) *Recettes affectées perçues avant 2025* . . . 17

II) *Recettes affectées perçues avant 2025 et reportées pour paiement de 2024* . . . 18

III) *Recettes affectées perçues en 2024 et reportées à 2025 pour paiement* . . . 19

IV) *Recettes affectées perçues avant 2025 et reportées à 2026 pour paiement* . . . 20

V) *Recettes affectées perçues en 2025* . . . 21

ANNEXE I . . . 22

I. INTRODUCTION

Le présent document, établi conformément à l'article 255 du règlement financier ([1]), est un rapport sur la gestion budgétaire et financière de la section II du budget de l'UE (Conseil européen et Conseil) pour l'exercice 2025.

Le présent rapport se fonde sur les comptes provisoires pour 2025, sur les conclusions des rapports annuels d'activité des ordonnateurs du Conseil ainsi que sur les informations relatives à l'exécution budgétaire issues du système financier du Conseil.

Le chapitre II du présent rapport présente une synthèse du cadre mis en place pour l'exercice 2025, tandis que le chapitre III donne un aperçu de l'exécution des crédits budgétaires disponibles en 2025.

L'exécution du budget 2025 par ligne budgétaire est présentée à l'annexe I.

II. OBJECTIFS ET BUDGET POUR L'EXERCICE 2025

A. Principaux objectifs financiers

Les principaux objectifs financiers du Secrétariat général du Conseil (SGC) pour 2025 étaient les suivants:

— veiller à la continuité du processus décisionnel au sein du Conseil européen et du Conseil;

— apporter un soutien constant et cohérent au Conseil européen et au Conseil grâce à une utilisation efficace et rationnelle des ressources financières, compte tenu notamment du niveau de l'inflation et de l'indexation qui en a résulté ces dernières années;

— poursuivre le processus de modernisation administrative numérique en vue d'améliorer l'organisation du SGC et de tirer le meilleur parti de ses ressources.

B. Établissement du budget 2025 pour le Conseil européen et le Conseil

I) *Orientation générale*

Lors de l'établissement de la proposition de budget 2025 pour le Conseil européen et le Conseil (CE/C), le SGC a calculé le budget prévu pour les dépenses liées aux salaires conformément aux orientations fournies par la Commission européenne.

En ce qui concerne les dépenses non liées aux salaires, l'objectif général était de ne pas dépasser, en termes nominaux, le niveau global du budget 2024 de plus de 2 %. Les augmentations supérieures à 2 %, résultant d'obligations statutaires ou contractuelles, ou dans des domaines jugés essentiels au fonctionnement du SGC, ont été compensées par des gains d'efficacité ainsi que par une hiérarchisation et une reprogrammation de certains projets.

En ce qui concerne les effectifs, le SGC a continué à rationaliser l'organisation en mettant en œuvre les mesures suivantes:

— transformation de 15 postes AST en 15 postes AD et de 10 postes AST en 10 postes SC dans le cadre de la modernisation administrative continue, avec un effet neutre sur le plan budgétaire;

— adaptation de la réduction de l'abattement forfaitaire à - 1,8 % afin de rendre compte d'un processus plus efficace de pourvoi des postes vacants.

([1]) Règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (refonte).

II) ***Budget 2025***

L'autorité budgétaire a établi le budget global du CE/C pour 2025 à 714,3 millions d'EUR ([2]). Cela représentait une augmentation de 37,4 millions d'EUR (+ 5,5 %) par rapport à 2024.

En 2025, les dépenses liées aux salaires s'élevaient à 473,4 millions d'EUR (+ 7,4 %), tandis que les dépenses non liées aux salaires s'élevaient à 240,9 millions d'EUR (+ 2,0 %).

Le tableau des effectifs du CE/C pour 2025 a été augmenté d'un poste et le nombre de postes a été fixé à 3 030.

Une vue d'ensemble du budget 2025 par catégorie est présentée dans le tableau 1.

Tableau 1

Budget du CE/C pour 2025 par rapport à 2024 (par catégorie, en euros)

Catégorie	Budget 2024	Budget initial voté 2025	Budget rectificatif 2025	Différence 2025/2024
	1	2	3	4=3/2
Tableau des effectifs	412 323 234	445 438 151	443 931 151	7,7 %
Autres dépenses de personnel	28 466 729	29 637 000	29 464 000	3,5 %
Immeubles (hors acquisitions)	59 969 180	60 185 000	60 185 000	0,4 %
Systèmes informatiques	53 994 000	54 410 707	54 410 707	0,8 %
Mobilier	1 044 980	1 055 000	1 055 000	1,0 %
Équipements techniques	3 253 000	3 644 000	3 644 000	12,0 %
Transports	2 174 000	2 190 000	2 190 000	0,7 %
Frais de voyage des délégations	15 505 000	15 505 000	15 505 000	0,0 %
Frais d'interprétation	81 600 000	85 060 000	85 060 000	4,2 %
Réunions et conférences	7 531 000	7 609 000	7 609 000	1,0 %
Information	9 633 000	9 808 000	9 808 000	1,8 %
Divers	1 387 000	1 407 000	1 407 000	1,4 %
Réserve				
Total (hors acquisitions)	**676 881 123**	**715 948 858**	**714 268 858**	**5,5 %**
Acquisition de biens immobiliers				
Total général	**676 881 123**	**715 948 858**	**714 268 858**	**5,5 %**

III) ***Budget 2025 et rubrique 7 du cadre financier pluriannuel du budget de l'UE***

Le tableau 2 présente un aperçu de l'évolution du budget du CE/C pour la période 2021-2025. La quote-part du CE/C dans la rubrique 7 du cadre financier pluriannuel a diminué au cours de cette période, passant de 5,7 % en 2021 à 5,6 % en 2025.

([2]) Le budget 2025 a été réduit de 1 680 000 EUR à la suite du budget rectificatif n° 3/2025.

Tableau 2

Évolution de la section II du budget de l'UE (Conseil européen et Conseil) dans la rubrique 7 (anciennement rubrique 5) du cadre financier pluriannuel 2021-2025

(Montants aux prix courants)	2021		2022		2023		2024		2025	
	Mio EUR	Différence	Mio EUR	Différence	Mio EUR	Différence	Mio EUR	Différence	Mio EUR	Différence
Rubrique 7	10 443	2,2 %	10 620	1,7 %	11 311	6,5 %	12 057	6,6 %	12 766	5,9 %
CE/C	594	0,6 %	611	2,9 %	648	6,0 %	677	4,5 %	714	5,5 %
Quote-part du CE/C dans la rubrique 7	**5,7 %**		**5,8 %**		**5,7 %**		**5,6 %**		**5,6 %**	

III. APERÇU GLOBAL DE L'EXÉCUTION DU BUDGET EN 2025

A. Activités et objectifs du Conseil européen et du Conseil en 2025

Dans le rapport d'activité en matière financière, le SGC fournit, en ce qui concerne ses activités essentielles, des informations qui sont pertinentes d'un point de vue financier, et décrit le fonctionnement du Conseil européen et du Conseil au cours de l'exercice concerné. Le rapport fait également ressortir les principales réalisations de l'année.

I) *Réunions*

Le tableau 3 donne un aperçu de l'évolution du nombre de réunions organisées par le SGC pour le Conseil européen et le Conseil entre 2021 et 2025.

Tableau 3

Évolution du nombre de réunions au cours de la période 2021-2025

	2021			2022			2023			2024			2025		
	Physique	Vidéo-conférence/hybride	TOTAL	Physique	Vidéo-conférence/hybride	TOTAL	Physique	Vidéo-conférence/hybride	TOTAL	Physique	Vidéo-conférence/hybride	TOTAL	Physique	Vidéo-conférence/hybride	TOTAL
Sommets	14	7	21	15	1	16	10	1	11	10	10	10	2		12
Sessions du Conseil	79	38	117	102	7	109	94	3	97	97	4	101	101	4	105
Réunions du Coreper	123		123	158		158	156		156	124		124	161	5	166
Réunions du Coreper (article 50)															
Réunions des groupes	1 237	2 793	4 030	3 468	663	4 131	3 902	263	4 165	3 514	193	3 707	3 698	132	3 830
Communauté politique européenne (CPE)							1								
Total	**1 453**	**2 838**	**4 291**	**3 744**	**671**	**4 415**	**4 162**	**267**	**4 429**	**3 745**	**197**	**3 942**	**3 970**	**143**	**4 113**

Deux sommets bilatéraux et un sommet multilatéral ont également eu lieu en 2025:

— Le 23 juin 2025, le président du Conseil européen, António Costa, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, ont représenté l'UE lors du 20e sommet UE-Canada, qui s'est tenu à Bruxelles. Le Canada était représenté par son Premier ministre, Mark Carney. Le sommet a été l'occasion de consolider le partenariat stratégique UE-Canada et de renforcer la coopération entre les dirigeants, compte tenu de l'évolution rapide du contexte géopolitique et économique.

— Le 22 octobre 2025, le président du Conseil européen, António Costa, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, représentant l'UE, ont rencontré le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, lors du tout premier sommet UE-Égypte. Il s'agissait également du premier sommet bilatéral avec un pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le sommet a été l'occasion d'approfondir encore les relations bilatérales entre l'UE et l'Égypte ainsi que leur partenariat politique et économique, dans le but de favoriser la stabilité, la paix et la prospérité communes des parties. Les dirigeants ont souligné leur ambition commune de coopérer sur des questions mondiales et régionales communes, y compris la situation au Moyen-Orient, la situation en Ukraine, le multilatéralisme, le commerce, les migrations et la sécurité.

— Les dirigeants de l'UE et des Balkans occidentaux se sont réunis à Bruxelles le 17 décembre 2025. La réunion a été l'occasion de démontrer et de réaffirmer la force de la relation stratégique entre l'UE et les Balkans occidentaux et les avantages qu'elle apporte aux citoyens. Le sommet a mis en évidence l'importance des relations politiques et économiques étroites entre l'UE et les partenaires des Balkans occidentaux et la nécessité de liens toujours plus étroits entre l'UE et les Balkans occidentaux.

En outre, le 17 mars 2025, l'Union européenne a présidé la neuvième conférence de Bruxelles intitulée «Soutien à la Syrie: Répondre aux besoins pour une transition réussie.» La réunion a réuni des délégués des États membres de l'UE, du gouvernement de transition syrien, des pays voisins de la Syrie, d'autres pays partenaires et donateurs, ainsi que d'organisations internationales, notamment les Nations unies. Témoignant clairement de la poursuite de son soutien, l'UE engage près de 2,5 milliards d'EUR pour 2025 et 2026, tandis qu'avec ses partenaires, elle a mobilisé un montant total de 5,8 milliards d'EUR pour soutenir le processus de transition de la Syrie et le redressement socio-économique du pays, tout en répondant également aux besoins humanitaires urgents, tant à l'intérieur de la Syrie que dans les communautés d'accueil situées en Jordanie, au Liban, en Iraq et en Turquie.

II) ***Activités législatives***

Le nombre d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO) constitue un autre indicateur quantitatif des activités (tableau 4). En 2025 ([3]), 1 609 actes législatifs ont été publiés au JO. La publication des actes législatifs au JO est la dernière étape du processus législatif.

Tableau 4

Évolution du nombre d'actes législatifs au cours de la période 2021-2025

	2021	2022	2023	2024	2025
Actes législatifs publiés au JO	1 340	1 517	1 545	1 441	1 609

III) ***Modernisation administrative***

En 2025, le SGC a continué d'améliorer la qualité et l'efficacité de son organisation interne et de poursuivre son objectif de transformation numérique, conformément aux priorités de la stratégie numérique du SGC pour la période 2022-2025:

— Plusieurs outils informatiques ont encore été améliorés afin de moderniser et de numériser les principaux processus opérationnels liés à la prise de décision au Conseil. En particulier, eConsilium a fait l'objet d'une mise à niveau importante permettant aux membres du personnel de gérer l'ensemble du cycle de vie de tous les documents stratégiques en un seul endroit. En outre, des synergies ont été mises en évidence entre les principaux programmes soutenant la mise en œuvre de la politique de gestion des documents et des dossiers, la gestion des informations et des connaissances 2 (IKM-2), la gestion des événements et eConsilium.

— L'année 2025 a également marqué l'achèvement de la première feuille de route de la stratégie numérique ainsi que le lancement de la préparation de la nouvelle feuille de route pour la période 2026-2028, sur la base d'un rapport d'évaluation exhaustif recensant les principales réalisations et les perspectives d'avenir en matière de développement numérique. Par ailleurs, l'organisation a connu un changement structurel majeur, avec la création de la DITEC et de sa direction Numérisation, ainsi qu'avec l'établissement de la direction Processus décisionnel du Conseil au sein de la direction générale Politique générale et institutionnelle.

([3]) La méthode de calcul de ces chiffres a changé par rapport aux années précédentes. Avant 2025, le nombre d'actes juridiques reflétait le nombre réel d'actes envoyés à l'Office des publications par le Conseil, tandis qu'en 2025, ce nombre reflète le nombre d'actes juridiques rédigés ou corédigés par le Conseil et publiés par l'Office des publications.

— Dans le domaine de la politique du personnel, la cinquième enquête auprès du personnel depuis 2018 a été lancée en 2025, enregistrant son taux de participation le plus élevé. Cette enquête demeure un outil utile pour améliorer l'organisation, identifier les aspects à améliorer et préserver le statut de lieu de travail attractif du SGC. Par ailleurs, une autre série d'observations en situation de travail au niveau interinstitutionnel a été organisée, favorisant la collaboration et l'apprentissage entre les participants. Afin de renforcer encore la culture organisationnelle, une nouvelle stratégie en faveur de la diversité et de l'inclusion a été approuvée, qui promeut le respect, l'unité et l'égalité des chances dans l'ensemble de l'institution. En outre, un autre cycle de l'exercice d'évaluation à 360 degrés pour le personnel d'encadrement et les chefs de secteur a été lancé. L'objectif était de soutenir leur développement professionnel en leur faisant prendre conscience à la fois de leurs points forts et de leurs possibilités de perfectionnement.

— En ce qui concerne la politique de gestion environnementale du SGC, le SGC a adopté, en 2025, une stratégie verte à l'horizon 2030. Cette stratégie est une feuille de route tournée vers l'avenir qui aidera le SGC à devenir une organisation plus durable d'ici à 2030. La stratégie va au-delà de la réduction de l'empreinte carbone du SGC; elle vise à créer une organisation plus résiliente et plus durable tout en maintenant le niveau d'activité nécessaire pour garantir que les discussions et les négociations entre les États membres se déroulent dans des conditions optimales.

IV) ***Réalisation des objectifs en 2025***

La réalisation des objectifs fixés pour l'exercice 2025 peut se résumer comme suit:

— *Tableau des effectifs*

Au 1er janvier 2025, 2 952 postes étaient occupés au SGC. À la suite de la rotation du personnel intervenue au cours de l'exercice, au 31 décembre 2025, 2 986 postes étaient occupés, soit une différence de 34 postes occupés en plus dans le tableau des effectifs du CE/C. (NB: les postes occupés comprennent également les postes occupés par des membres du personnel non rémunérés occupant un poste, conformément à la définition figurant dans le statut.)

— *Gestion financière*

Afin de garantir une utilisation efficace de son budget, le SGC a continué, en 2025, d'améliorer ses processus de gestion financière:

— des modifications ont été apportées au système de gestion financière afin de distinguer clairement les engagements budgétaires et juridiques et de permettre leur gestion directe. Il sera ainsi possible de détecter à un stade plus précoce les dépassements ou les sous-utilisations dans des domaines particuliers et de faciliter l'utilisation optimale des crédits.

— Les limites de délégation pour les ordonnateurs subdélégués ont été actualisées pour la première fois depuis 2009; ce qui contribue à une autorisation plus rapide des dépenses et à une gestion budgétaire plus souple.

— De nouveaux progrès ont été accomplis sur la voie de la numérisation complète, avec près de 50 % des bons de commande et des contrats signés électroniquement. Par ailleurs, la solution de passation électronique de marchés de la Commission sera pleinement adoptée à partir de janvier 2026. Quatre-vingt-quinze pour cent (95 %) des factures du Conseil sont reçues par voie électronique via des plateformes numériques. Le reste est reçu au format pdf ou papier.

Conformément à la directive no 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil [4], les paiements devraient être effectués dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture. En 2025, le délai moyen de paiement des factures a légèrement diminué, passant de 15 à 13 jours.

— *Politique immobilière*

La politique immobilière du Conseil est stable. Depuis 2004, l'objectif du Conseil est d'héberger toutes ses activités ainsi que celles du Conseil européen à Bruxelles dans des bâtiments en propriété, adaptés à ses besoins et proches les uns des autres. Ce regroupement a été achevé avec la livraison du bâtiment Europa en juin 2016.

Le SGC continue d'étudier différentes options pour la rénovation du bâtiment Justus Lipsius et, plus généralement, pour le développement futur du site et de ses besoins en termes d'espaces de bureaux et de réunion. Ce projet est nécessaire pour assurer le bon fonctionnement des deux institutions et un niveau élevé de performance environnementale, notamment eu égard aux réglementations applicables, et pour fournir un environnement de travail optimisé, accueillant, stimulant et sécurisé.

[4] Directive 2011/7/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales (JO L 48 du 23.2.2011, p. 1).

B. **Recettes**

Le tableau 5 présente un aperçu du résultat global des opérations de recettes effectuées en 2025. Les termes «droits établis 2024» se rapportent aux ordres de recouvrement émis en 2024, mais pour lesquels les montants en question n'ont été recouvrés qu'en 2025. Les termes «droits établis 2025» renvoient aux recouvrements effectués en 2025.

Tableau 5

Aperçu des opérations de recettes dans le budget 2025 (en euros)

Chapitre		Droits établis 2024	Recettes recouvrées de 2024	Droits établis 2025	Recettes recouvrées de 2025	Total des droits établis 2024 +2025	Total recouvré 2024+2025	À recouvrer en 2026
		1	2	3	4	5=1+3	6=2+4	7=5-6
30	Recettes provenant du personnel			80 711 070	80 711 070	80 711 070	80 711 070	
31	Recettes liées à la propriété	3 868	3 868	604 172	600 212	608 040	604 080	3 960
32	Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux	186 321	186 321	1 831 337	1 828 681	2 017 658	2 015 002	2 656
33	Autres recettes administratives	736 960	373 355	25 366 513	24 837 858	26 103 474	25 211 213	892 261
40	Recettes provenant des fonds placés et des comptes			820 091	820 091	820 091	820 091	
	Total	**927 150**	**563 544**	**109 333 183**	**108 797 912**	**110 260 332**	**109 361 456**	**898 876**

Le volume total des opérations de recettes en termes de droits établis, c'est-à-dire les ordres de recouvrement émis, s'est élevé à 110,3 millions d'EUR en 2025. Sur ce montant, 109,4 millions d'EUR ont été recouvrés au cours de l'exercice 2025, et 0,9 million d'EUR sera recouvré en 2026.

La plus grande partie de l'ensemble des recettes recouvrées en 2025 (74 %, c'est-à-dire 80,7 millions d'EUR sur 109,4 millions d'EUR) était constituée de taxes et de prélèvements spéciaux sur les rémunérations payés par le personnel du SGC. Sur ce montant, les déductions effectuées sur les rémunérations du personnel ont généré 38,4 millions d'EUR, tandis que 42,3 millions d'EUR correspondaient aux contributions du personnel au régime de pension.

Le solde, soit 26 % (28,7 millions d'EUR), provenait de diverses opérations administratives, principalement des sources suivantes:

— les paiements effectués par les États membres pour les demandes d'interprétation supplémentaires dans certaines langues (11,5 millions d'EUR) (chapitre 33);

— le recouvrement d'une partie des montants versés aux États membres lors d'exercices précédents pour les frais de voyage des délégués, compte tenu des déclarations qu'ils ont présentées pour les exercices 2023 et 2024 (8,7 millions d'EUR) (chapitre 33);

— le versement de contributions aux frais administratifs exposés dans le cadre de l'acquis de Schengen avec l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse (1,6 million d'EUR) (chapitre 33);

— le versement des contributions de la Cour de justice, de la Cour des comptes, de l'Institut universitaire européen de Florence et de la facilité européenne pour la paix - Opérations au financement du système financier commun qu'ils partagent avec le Conseil (1,4 million d'EUR) (chapitre 32);

— le versement de contributions des autres institutions au financement de la crèche du Conseil et les sommes payées à cet effet par les fonctionnaires du Conseil (0,8 million d'EUR) (chapitre 33);

— les recettes provenant des investissements et des comptes, à rembourser aux États membres en 2026 (0,8 million d'EUR, chapitre 40);

— le versement des contributions des États membres aux frais communs de logiciels et d'équipements (0,6 million d'EUR) (chapitre 33);

— le produit de la location de bâtiments ainsi que les remboursements qui y sont liés (0,6 million d'EUR) (chapitre 31);

— le recouvrement d'une partie des montants versés au titre des frais de restauration (0,5 million d'EUR) (chapitre 33);

— le recouvrement du paiement du personnel financé par la facilité européenne pour la paix (FEP) (0,4 million d'EUR) (chapitre 33).

C. **Dépenses de l'exercice 2025**

I) ***Modification du budget en 2025***

Au cours de l'exercice 2025, les crédits ont été réaffectés au moyen de différents virements. Le tableau 6 présente les décisions qui ont modifié les crédits inscrits au budget au cours de la période 2021-2025.

Tableau 6

Nombre de modifications du budget par type au cours de la période 2021-2025

Modification		Année				
Type	Base juridique	2021	2022	2023	2024	2025
Budget rectificatif	*Article 44 du RF*	0	0	0	0	0
Virement B	*Article 29 du RF*	41	58	38	39	46
Virement C	*Article 29 du RF*	2	6	3	3	2
Virement D	*Article 31 du RF*	0	0	0	0	0
	Total	**43**	**64**	**41**	**42**	**48**

Deux virements C, pour lesquels il y a eu lieu d'informer l'autorité budgétaire (conformément à l'article 29 du règlement financier), ont été effectués en 2025:

— un virement C1 de 4 130 000 EUR le 19 septembre 2025 afin de:

— couvrir les nouvelles demandes d'aide complémentaire aux personnes handicapées ainsi que l'augmentation des frais d'hébergement dans des centres spécialisés pour les cas dans lesquels une aide a déjà été octroyée (100 000 EUR);

— couvrir les augmentations des frais de mission et de voyage du personnel du secrétariat général du Conseil (SGC) résultant d'une intensification de l'activité politique ainsi que d'une hausse des frais de voyage par rapport à 2024 (250 000 EUR);

— couvrir les augmentations des frais de mission et de voyage du cabinet et des autres membres du personnel rattachés au président du Conseil européen résultant d'un renforcement de l'engagement de l'UE auprès de ses partenaires et de l'inflation dans le secteur des transports qui est supérieure à la hausse des crédits budgétaires (250 000 EUR);

— couvrir l'achat de mobilier standard supplémentaire en 2025, évitant les hausses de prix de 2026 et permettant à l'institution de réaliser des économies (150 000 EUR);

— couvrir les besoins supplémentaires liés à la préparation et à la publication dans les langues officielles des États membres des publications du Conseil européen et du Conseil, autres que celles publiées au Journal officiel de l'Union européenne (23 000 EUR);

— couvrir les besoins supplémentaires liés à la production continue de supports de communication visuelle modernes pour le web et les médias sociaux et fournir des services de conception pour les sites web de la présidence tournante du Conseil (165 000 EUR);

— couvrir les besoins supplémentaires liés à l'amélioration de la capacité à effectuer des recherches rapides et sémantiques dans l'ensemble des données internes du SGC, en renforçant la capacité du SGC au sein du centre de données et en exploitant l'IA et les technologies des données mises en œuvre dans les infrastructures propres du SGC, en évitant l'exposition à l'internet et en respectant les exigences en matière de conformité et de sécurité des informations (1 206 000 EUR);

— couvrir les besoins supplémentaires découlant de la mise en conformité avec le règlement sur la cybersécurité et de la gestion proactive des risques liés à la cybersécurité sur plusieurs applications de systèmes informatiques (1 786 000 EUR);

— couvrir le besoin croissant de stockage et de sauvegarde de données supplémentaires (200 000 EUR).

— un virement C2 de 2 325 000 EUR le 28 novembre 2025 afin de:

— couvrir les augmentations liées à la nécessité de moderniser les équipements de distribution électrique afin d'améliorer leur sécurité et leur fiabilité opérationnelle, ainsi que les locaux dans lesquelles ils se trouvent. Cela couvrira également le remplacement de l'éclairage et l'amélioration du système de sirènes (850 000 EUR);

— couvrir la nécessité de remplacer les composants critiques de l'infrastructure informatique nécessaires à la gestion sûre et efficace des services de réseau central (250 000 EUR);

— couvrir les besoins supplémentaires découlant de la mise en conformité avec le règlement sur la cybersécurité et de la gestion proactive des risques liés à la cybersécurité sur plusieurs applications de systèmes informatiques (1 225 000 EUR).

En outre, quarante-six virements B internes fondés sur l'article 29, paragraphe 4, du règlement financier ont apporté des modifications au budget du CE/C en 2025.

Le tableau 7 donne un aperçu des lignes budgétaires qui ont été modifiées de façon significative [5] en 2025 par la réaffectation interne de crédits.

Tableau 7

Lignes budgétaires ayant fait l'objet de virements significatifs en 2025 (en euros)

Poste	Rubrique	Budget rectificatif 2025	Virements	Crédits finaux	Différence
1105	Heures supplémentaires	1 290 000	- 460 000	830 000	-36 %
1106	Droits statutaires liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	2 195 000	460 000	2 655 000	21 %
1110	Indemnités en cas de retrait d'emploi dans l'intérêt du service	2 386 000	- 400 000	1 986 000	-17 %
1207	Adaptation annuelle des rémunérations	319 000		- 319 000	-100 %
1331	Frais de mission du Secrétariat du Conseil	2 970 000	250 000	3 220 000	8 %
1332	Frais de voyage des membres du personnel dans le cadre du Conseil européen	1 700 000	250 000	1 950 000	15 %
2000	Loyers	452 000	- 303 544	148 456	-67 %
2003	Travaux d'aménagement et d'installation	8 378 000	1 101 044	9 479 044	13 %

[5] Montant net > 250 000 EUR.

Poste	Rubrique	Budget rectificatif 2025	Virements	Crédits finaux	Différence
2010	Nettoyage et entretien	21 587 000	- 1 110 242	20 476 758	-5 %
2012	Sécurité et surveillance des immeubles	19 089 000	- 570 000	18 519 000	-3 %
2100	Acquisition d'équipements et de logiciels	16 470 000	1 084 724	17 554 724	7 %
2101	Prestations externes pour l'exploitation et le développement de systèmes informatiques	29 385 000	3 691 427	33 076 427	13 %
2102	Entretien et maintenance d'équipements et de logiciels	6 959 707	- 465 861	6 493 846	-7 %
2103	Télécommunications	1 596 000	356 710	1 952 710	22 %
2120	Achat et renouvellement de matériel et d'installations techniques	2 199 000	- 427 600	1 771 400	-19 %
2132	Location, maintenance et réparation du parc automobile	1 570 000	- 388 150	1 181 850	-25 %
2200	Frais de voyage des délégations	15 505 000	- 400 829	15 104 171	-3 %
2202	Frais d'interprétation	85 060 000	- 2 523 171	82 536 829	-3 %
2205	Organisation des conférences, congrès et réunions	1 246 000	- 406 000	840 000	-33 %

II) ***Aperçu de l'exécution du budget au cours de la période 2021-2025***

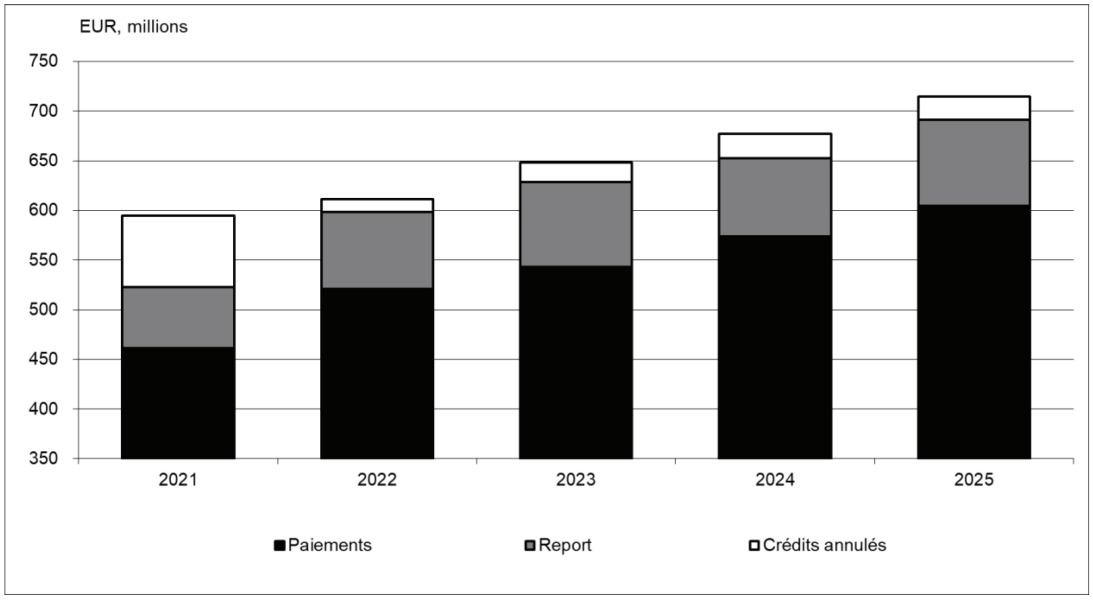
Au cours des cinq dernières années (graphique 1), le taux d'exécution global du budget du CE/C est passé de 88,0 % à 96,7 %. Le taux d'exécution se rapporte aux engagements pris au cours de l'exercice sur le budget adopté disponible.

Le taux des paiements annuels effectués entre 2021 et 2025 a représenté, en moyenne, 83,2 % du budget. La différence entre l'exécution globale et les paiements au cours d'un exercice donné (c'est-à-dire les engagements non payés) a été reportée, conformément à l'article 12, paragraphe 7, du règlement financier, à l'exercice suivant pour le paiement.

Les dépenses relatives aux salaires et indemnités des membres et des agents des institutions de l'UE ne peuvent pas faire l'objet d'un report (article 12, paragraphe 8, du règlement financier).

Graphique 1

Exécution globale du budget au cours de la période 2021-2025



Pour 2025, les crédits reportés concernaient des obligations dûment contractées avant la fin de l'exercice mais pour lesquelles les biens et services n'avaient pas encore été livrés et/ou la facturation n'était pas intervenue avant la fin de l'exercice.

III) ***Exécution des crédits par catégorie en 2025***

L'analyse des dépenses effectuées en 2025 est ventilée en quatorze catégories de dépenses.

Le tableau 8 compare le budget final après virements (colonne 2) avec le résultat de l'exécution du budget en termes d'engagements (colonne 3). La différence entre le budget final et les crédits engagés correspond aux montants non utilisés en 2025 et qui ont donc été annulés.

Tableau 8

Aperçu de l'exécution du budget 2025 (par catégorie, en euros)

Catégorie	Budget 2025 (rectificatif)	Budget 2025 (final (*))	Engagements	Taux d'exécution	Crédits annulés
	1	2	3	4=3/2	5=2-3
Tableau des effectifs	443 931 151	443 531 151	421 917 774	95,1 %	21 613 377
Autres dépenses de personnel	29 464 000	29 864 000	28 707 476	96,1 %	1 156 524
Immeubles (hors acquisitions)	60 185 000	59 340 000	59 282 743	99,9 %	57 257
Systèmes informatiques	54 410 707	59 077 707	59 056 984	100,0 %	20 723
Mobilier	1 055 000	1 205 000	1 201 842	99,7 %	3 158
Équipements techniques	3 644 000	3 179 000	3 100 589	97,5 %	78 411

Catégorie	Budget 2025 (rectificatif)	Budget 2025 (final (*))	Engagements	Taux d'exécution	Crédits annulés
	1	2	3	4=3/2	5=2-3
Transports	2 190 000	1 870 000	1 849 990	98,9 %	20 010
Frais de voyage des délégations	15 505 000	15 104 171	15 104 171	100,0 %	
Frais d'interprétation	85 060 000	82 536 829	82 536 829	100,0 %	
Réunions et conférences	7 609 000	7 203 000	6 912 757	96,0 %	290 243
Information	9 808 000	9 996 000	9 995 718	100,0 %	282
Divers	1 407 000	1 362 000	1 340 686	98,4 %	21 314
Réserve					
Total (hors acquisitions)	**714 268 858**	**714 268 858**	**691 007 559**	**96,7 %**	**23 261 299**
Acquisition de biens immobiliers					
Total général	**714 268 858**	**714 268 858**	**691 007 559**	**96,7 %**	**23 261 299**

(*) Inclut la réaffectation interne des crédits

Le taux d'exécution global du budget 2025 était de 96,7 %. La différence entre le budget final et l'exécution du budget peut s'expliquer comme suit:

— La sous-utilisation totale dans la catégorie du tableau des effectifs s'élevait à 21,6 millions d'EUR (4,9 % du budget final du personnel). Cette sous-utilisation résultait principalement de la diminution des besoins pour les traitements de base (6,8 millions d'EUR), pour les allocations de foyer et les indemnités de dépaysement et d'expatriation (2,8 millions d'EUR) et pour l'adaptation des rémunérations (10,3 millions d'EUR). Parmi les autres facteurs qui ont contribué à la sous-utilisation figurait la diminution des besoins liés aux indemnités en cas de retrait d'emploi dans l'intérêt du service (0,6 million d'EUR) et pour les heures supplémentaires (0,2 million d'EUR).

— Dans la catégorie «Autres dépenses de personnel», 48 % de la sous-utilisation (0,55 million d'EUR sur 1,2 million d'EUR) étaient liés à la diminution des dépenses concernant les conseillers spéciaux, les agents contractuels, les experts nationaux détachés et d'autres prestations externes. Les économies réalisées dans la catégorie «Autres dépenses de personnel» (formation, frais médicaux, services sociaux, etc.) se sont élevées au total à 0,61 million d'EUR.

— L'exécution globale des dépenses liées aux bâtiments s'est élevée à 99,9 %.

— L'exécution budgétaire a été de 99,96 % pour les technologies de l'informatique et de 99,7 % pour le mobilier.

— L'exécution a été de 97,5 % pour les équipements techniques et de 98,9 % pour les transports.

— L'exécution pour les frais de voyage des délégations a atteint 100 %. Le montant disponible pour couvrir les frais de voyage des délégations s'est élevé, après virements, à 15,1 millions d'EUR. Le budget initial s'élevait à 15,5 millions d'EUR auxquels se sont ajoutés 10,13 millions d'EUR en virements provenant des économies réalisées sur certaines enveloppes prévues pour les frais d'interprétation. Par la suite, 8,57 millions d'EUR ont été virés vers l'enveloppe technique du poste prévu pour l'interprétation ([6]). Celle-ci finance partiellement les langues actuellement utilisées comme langues pivots, qui servent de passerelle entre les combinaisons linguistiques et sont donc essentielles pour garantir la communication multilingue. Enfin, à la suite de demandes provenant de différents États membres, un montant supplémentaire de 1,96 million d'EUR a également été transféré à l'interprétation.

— Le taux d'exécution pour l'interprétation a également été de 100 %. Le montant disponible pour couvrir les frais d'interprétation s'est élevé, après virements, à 82,5 millions d'EUR. Le budget initial était de 85,1 millions d'euros, auxquels

— les montants suivants ont été transférés des frais de voyage des délégations: 8,57 millions d'EUR dans le cadre de l'exécution de l'enveloppe technique et 1,96 million d'EUR à la suite de demandes provenant de différents États membres. Un montant de 10,13 millions d'EUR a été transféré des enveloppes prévues pour l'interprétation vers les enveloppes prévues pour les frais de voyage des délégations ([7]). Enfin, 2,92 millions d'EUR ont également été transférés vers d'autres lignes budgétaires à la suite du virement C1.

— Sur le montant total sous-utilisé de 0,3 million d'EUR prévu pour l'organisation de réunions et de conférences, un montant de 0,2 million d'EUR correspond à des besoins moins importants que ceux qui avaient été budgétisés pour la restauration et les frais de voyage divers.

— Le taux d'exécution des crédits dans la catégorie «Information» a été de 100 %.

— Dans la catégorie «Divers», le taux d'exécution s'est élevé à 98,4 %.

D. **Crédits reportés**

I) ***Crédits reportés de droit de l'exercice 2024 à l'exercice 2025***

Comme indiqué dans le tableau 9, un montant de 78,6 millions d'EUR a été reporté de 2024 à 2025 pour paiement conformément à l'article 12, paragraphe 7, du règlement financier.

Tableau 9

Exécution des crédits reportés de l'exercice 2024 à l'exercice 2025 (par catégorie, en euros)

Catégorie	Crédits reportés de l'exercice 2024	Paiements 2025	Taux d'exécution	Crédits annulés
	1	2	3=2/1	4=1-2
Tableau des effectifs	310 426	226 200	72,9 %	84 226
Autres dépenses de personnel	1 668 434	1 316 810	78,9 %	351 624
Immeubles	17 627 146	15 235 768	86,4 %	2 391 379
Systèmes informatiques	32 850 009	32 418 692	98,7 %	431 317

([6]) Conformément à l'article 10, paragraphe 3, de la décision 54/18 du Secrétaire général du Conseil, un montant équivalent au montant sous-utilisé de l'exercice précédent pour les frais de voyage des délégués doit être transféré annuellement vers l'interprétation. En 2025, ce montant s'est élevé à 8,57 millions d'EUR.

([7]) Conformément à l'article 10, paragraphe 1, de la décision 54/18, le SGC procède au virement de 66 % des sommes inutilisées prévues pour l'interprétation aux enveloppes prévues pour couvrir les frais de voyage des délégués, qui doivent être utilisées au cours du même exercice. En 2025, ce montant s'est élevé à 10,13 millions d'EUR.

Catégorie	Crédits reportés de l'exercice 2024	Paiements 2025	Taux d'exécution	Crédits annulés
	1	2	3=2/1	4=1-2
Mobilier	206 185	203 973	98,9 %	2 212
Équipements techniques	2 617 918	2 555 614	97,6 %	62 304
Transports	505 001	208 051	41,2 %	296 950
Frais de voyage des délégations				
Frais d'interprétation	15 885 095	15 633 740	98,4 %	251 355
Réunions et conférences	1 481 388	1 067 578	72,1 %	413 810
Information	5 114 117	4 999 554	97,8 %	114 563
Divers	343 109	263 728	76,9 %	79 381
Réserve				
Total	**78 608 828**	**74 129 709**	**94,3 %**	**4 479 120**

Le taux d'exécution des crédits reportés de l'exercice 2024 s'est élevé à 94,3 %.

Cette sous-utilisation de 4,5 millions d'euros était due principalement à:

— des livraisons ou prestations incomplètes ou inexistantes de travaux/biens/services commandés par le SGC au cours de l'exercice précédent;

— la non-réception de factures correspondant à des travaux effectués, à des biens livrés ou à des services prestés; cela fait forcément peser une charge budgétaire sur l'exercice suivant, de nouveaux engagements devant être inscrits en 2026 pour ces transactions.

II) ***Crédits reportés de droit de l'exercice 2025 à l'exercice 2026***

Le montant total des crédits reportés de l'exercice 2025 à l'exercice 2026 s'est élevé à 86,7 millions d'EUR.

Tableau 10

Crédits reportés de l'exercice 2025 à l'exercice 2026 (par catégorie, en euros)

Catégorie	Budget 2025 (rectificatif)	Budget 2025 (final (*))	Engagements	Paiements 2025	Crédits reportés à 2026	Taux de report
	1	2	3	4	5=3-4	6=5/3
Tableau des effectifs	443 931 151	443 531 151	421 917 774	421 017 794	899 980	0,2 %
Autres dépenses de personnel	29 464 000	29 864 000	28 707 476	26 922 786	1 784 690	6,2 %
Immeubles	60 185 000	59 340 000	59 282 743	42 658 521	16 624 222	28,0 %
Systèmes informatiques	54 410 707	59 077 707	59 056 984	31 695 031	27 361 953	46,3 %
Mobilier	1 055 000	1 205 000	1 201 842	824 257	377 585	31,4 %
Équipements techniques	3 644 000	3 179 000	3 100 589	1 778 158	1 322 431	42,7 %
Transports	2 190 000	1 870 000	1 849 990	1 332 366	517 624	28,0 %
Frais de voyage des délégations	15 505 000	15 104 171	15 104 171	15 104 171		0,0 %
Frais d'interprétation	85 060 000	82 536 829	82 536 829	51 450 363	31 086 466	37,7 %
Réunions et conférences	7 609 000	7 203 000	6 912 757	4 770 464	2 142 293	31,0 %
Information	9 808 000	9 996 000	9 995 718	6 045 422	3 950 296	39,5 %
Divers	1 407 000	1 362 000	1 340 686	683 827	656 859	49,0 %
Réserve						
Total (hors acquisitions)	**714 268 858**	**714 268 858**	**691 007 559**	**604 283 160**	**86 724 399**	**12,6 %**
Acquisition de biens immobiliers						
Total général	**714 268 858**	**714 268 858**	**691 007 559**	**604 283 160**	**86 724 399**	**12,6 %**

(*) Inclut la réaffectation interne des crédits

Les montants reportés de l'exercice 2025 à l'exercice 2026 provenaient essentiellement des catégories suivantes:

— interprétation: un montant de 31,1 millions d'EUR destiné à couvrir une partie des coûts dans ce domaine en 2025, pour lesquels les factures n'avaient pas encore fait l'objet d'un accord avec les services de la Commission européenne au moment de la clôture des comptes;

— systèmes informatiques: un montant de 27,4 millions d'EUR, dont 18,4 millions d'EUR concernaient l'assistance externe, 6,8 millions d'EUR l'acquisition d'équipements et de logiciels, 1,7 million d'EUR les services et la maintenance informatiques et 0,5 million d'EUR les télécommunications;

— bâtiments: un montant de 16,6 millions d'EUR, dont 5,7 millions d'EUR pour divers projets immobiliers et travaux d'aménagement, 3,7 millions d'EUR pour le nettoyage et l'entretien, 3,1 millions d'EUR pour la sécurité et la santé et la sécurité, 1,6 million d'EUR pour l'eau, le gaz, l'électricité et le chauffage (y compris les charges), 1,4 million d'EUR pour des travaux de sécurisation et 0,3 million d'EUR pour d'autres dépenses liées aux bâtiments, par exemple des études;

— information: un montant de 3,95 millions d'EUR, dont un montant de 2,8 millions d'EUR pour l'information et les manifestations publiques, et un montant de 1,1 million d'EUR pour les dépenses de documentation et de bibliothèque;

— réunions et conférences: un montant de 2,1 millions d'EUR, correspondant principalement à des factures non encore reçues pour l'organisation des réunions du Conseil européen, des sessions du Conseil et de sommets multilatéraux en 2024, en particulier pour la restauration (1,5 million d'EUR);

— autres dépenses de personnel: un montant de 1,8 million d'EUR, correspondant principalement à des dépenses de perfectionnement professionnel (0,5 million d'EUR), à des frais de mission (y compris des voyages du personnel) (0,4 million d'EUR) et à des dépenses liées au service médical et aux garderies (0,4 million d'EUR);

— équipements techniques: 1,3 million d'euros, principalement pour l'achat et le remplacement d'équipements et d'installations techniques;

— tableau des effectifs: un montant de 0,9 million d'EUR, correspondant à des crédits non liés aux rémunérations couvrant les droits statutaires relatifs à la prise de fonctions, au transfert et à la cessation de fonctions (frais de voyage, indemnités d'installation/de déménagement, etc.);

— dépenses diverses: un montant de 0,7 million d'EUR, correspondant principalement à des frais de contentieux (0,5 million d'EUR) et à des fournitures de bureau (0,1 million d'EUR);

— transports: un montant de 0,5 million d'EUR, destiné à couvrir principalement les coûts de location et de réparation de la flotte de véhicules;

— mobilier: un montant de 0,4 million d'EUR, correspondant principalement à l'acquisition de mobilier pour les salles de réunion et au renouvellement du stock de mobilier.

E. **Recettes affectées**

I) ***Recettes affectées perçues avant 2025***

Le montant total des recettes affectées perçues avant 2025 s'est élevé à 23,2 millions d'EUR.

Tableau 11

Exécution des recettes affectées perçues avant 2025 (par catégorie, en euros)

Catégorie	Recettes affectées avant 2025 (final (*))	Engagements 2025	Paiements 2025	Taux d'exécution	Recettes affectées annulées
	1	2	3	4=2/1	4=1-2
Tableau des effectifs	959 970	959 970	951 318	100,0 %	
Autres dépenses de personnel	2 210 853	2 210 853	2 186 145	100,0 %	
Immeubles	766 676	766 676	700 384	100,0 %	
Systèmes informatiques	604 114	603 508	219 550	99,9 %	605
Mobilier					
Équipements techniques	13 360	13 351	13 351	99,9 %	9
Transports					
Frais de voyage des délégations	8 571 727	8 571 727	8 571 727	100,0 %	
Frais d'interprétation	9 413 321	9 413 321	9 413 321	100,0 %	
Réunions et conférences	342 958	342 958	342 958	100,0 %	
Information	48 903	48 903	45 487	100,0 %	
Divers	280 639	41 627	21 858	14,8 %	239 012
Total	**23 212 520**	**22 972 894**	**22 466 099**	**99,0 %**	**239 627**

(*) Inclut la réaffectation interne des crédits

Sur le montant total des recettes affectées de 23,2 millions d'EUR, un montant de 23 millions d'EUR a été dûment engagé en 2025. Le solde, soit 0,2 million d'EUR, a été annulé conformément à l'article 12, paragraphe 1, du règlement financier.

II) ***Recettes affectées perçues avant 2025 et reportées pour paiement de 2024***

Le montant total des recettes affectées perçues avant 2025 et reportées pour paiement de 2024 s'est élevé à 0,2 million d'EUR.

Tableau 12

Exécution des recettes affectées perçues avant 2025 et reportées de 2024 pour paiement (par catégorie, en euros)

Catégorie	Recettes affectées reportées pour paiement de 2024	Paiements 2025	Taux d'exécution	Recettes affectées annulées
	1	2	4=2/1	4=1-2
Tableau des effectifs	45 003	41 275	91,7 %	3 727
Autres dépenses de personnel	2 854	1 389	48,7 %	1 465
Immeubles	52 066	38 166	73,3 %	13 900
Systèmes informatiques	87 325	87 096	99,7 %	230
Mobilier				
Équipements techniques				
Transports				
Frais de voyage des délégations				
Frais d'interprétation				
Réunions et conférences	7 371	7 371	100,0 %	
Information	9 841	9 841	100,0 %	
Divers	2 097	827	39,5 %	1 269
Total	**206 556**	**185 965**	**90,0 %**	**20 591**

III) ***Recettes affectées perçues en 2024 et reportées à 2025 pour paiement***

Le montant total des recettes affectées perçues en 2024, dûment engagées mais non payées en 2024 et reportées à 2025 pour paiement, s'est élevé à 0,9 million d'EUR.

Tableau 13

Recettes affectées perçues en 2024 et reportées à 2025 pour paiement (par catégorie, en euros)

Catégorie	Recettes affectées reportées pour paiement de 2024	Paiements 2025	Taux d'exécution	Recettes affectées annulées
	1	2	4=2/1	4=1-2
Tableau des effectifs				
Autres dépenses de personnel	59 436	59 436	100,0 %	
Immeubles	31 127	31 127	100,0 %	
Systèmes informatiques	765 986	765 643	100,0 %	343
Mobilier				
Équipements techniques				
Transports				
Frais de voyage des délégations				
Frais d'interprétation				
Réunions et conférences				
Information				
Divers				
Total	**856 549**	**856 206**	**100,0 %**	**343**

IV) ***Recettes affectées perçues avant 2025 et reportées à 2026 pour paiement***

Les recettes affectées perçues avant 2025, dûment engagées mais non payées en 2025, se sont élevées au total à 23,2 millions d'EUR et ont été reportées de 2025 à 2026 pour paiement.

Tableau 14

Recettes affectées perçues avant 2025 et reportées à 2026 (par catégorie, en euros)

Catégorie	Recettes affectées avant 2025 (final (*))	Engagements 2025	Paiements 2025	Recettes affectées reportées à 2026	Taux de report
	1	2	3	4=2-3	5=4/2
Tableau des effectifs	959 970	959 970	951 318	8 652	0,9 %
Autres dépenses de personnel	2 210 853	2 210 853	2 186 145	24 708	1,1 %
Immeubles	766 676	766 676	700 384	66 292	8,6 %
Systèmes informatiques	604 114	603 508	219 550	383 958	63,6 %
Mobilier					
Équipements techniques	13 360	13 351	13 351		0,0 %
Transports					
Frais de voyage des délégations	8 571 727	8 571 727	8 571 727		0,0 %
Frais d'interprétation	9 413 321	9 413 321	9 413 321		0,0 %
Réunions et conférences	342 958	342 958	342 958	0,0 %	
Information	48 903	48 903	45 487	3 416	7,0 %
Divers	280 639	41 627	21 858	19 769	47,5 %
Total	**23 212 520**	**22 972 894**	**22 466 099**	**506 795**	**2,2 %**

(*) Inclut la réaffectation interne des crédits

Les montants reportés concernaient principalement l'assistance informatique externe (0,4 million d'EUR), la maintenance des bâtiments, les travaux d'aménagement récurrents et les études immobilières (0,07 million d'EUR).

V) ***Recettes affectées perçues en 2025***

Le montant total des recettes affectées perçues en 2025 s'est élevé à 28,7 millions d'EUR.

Tableau 15

Exécution des recettes affectées perçues en 2025 (par catégorie, en euros)

Catégorie	Recettes affectées 2025 (final (*))	Engagements 2025	Paiements 2025	Non engagées	Disponibles pour paiement
	1	2	3	4=1-2	5=2-3
Tableau des effectifs	1 655 865			1 655 865	
Autres dépenses de personnel	1 725 763	1 148 930	263 579	576 833	885 351
Immeubles	962 727	193 496		769 232	193 496
Systèmes informatiques	2 506 393	1 827 782	532 169	678 610	1 295 613
Mobilier	10 412	7 015		3 397	7 015
Équipements techniques	13 460	5 883		7 577	5 883
Transports				35 449	35 449
Frais de voyage des délégations	8 703 290			8 703 290	
Frais d'interprétation	11 462 008			11 462 008	
Réunions et conférences	654 626	79 337	79 337	575 289	
Information	44 752			44 752	
Divers	875 641	19		875 622	19
Total	**28 650 386**	**3 262 462**	**875 085**	**25 387 924**	**2 387 376**

(*) Inclut la réaffectation interne des crédits

Les recettes affectées en 2025 ayant trait aux activités du SGC se sont élevées à 28,7 millions d'EUR. Sur ce montant, un montant de 3,3 millions d'EUR a été engagé au cours de l'exercice, tandis que 25,4 millions d'EUR ont été reportés à 2026 conformément à l'article 12, paragraphe 4, du règlement financier.

Près de 30,4 % des recettes affectées (8,7 millions d'EUR) concernaient le solde des frais de voyage des délégations après présentation de leurs déclarations de voyage. 40,0 % de ces recettes (11,5 millions d'EUR) correspondent aux paiements effectués par les États membres pour couvrir les frais d'interprétation dépassant l'enveloppe prévue pour leur(s) langue(s).

Le solde concerne principalement le remboursement de sommes liées à différentes opérations administratives au sein du Conseil, telles que les contributions aux frais administratifs exposés dans le cadre de l'acquis de Schengen (1,6 million d'euros), les contributions des partenaires au système financier commun qu'ils partagent avec le Conseil (1,4 million d'euros), les contributions parentales à la crèche du Conseil (0,8 million d'euros) dans la catégorie «Autres dépenses de personnel», etc.

ANNEXE I

CONSEIL

UTILISATION DES CRÉDITS DE L'EXERCICE 2025

	Ligne budgétaire	Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
1000	Traitement de base	440 000,00		440 000,00	425 593,79	425 593,79			14 406,21
1001	Droits liés à la fonction	96 000,00		96 000,00	86 755,06	86 755,06			9 244,94
1002	Droits liés à la situation personnelle	44 000,00		- 7 100,00	36 900,00	12 221,71	12 221,71		24 678,29
1003	Couverture sociale	23 000,00		23 000,00	16 095,05	16 095,05			6 904,95
1004	Autres dépenses de gestion	1 650 000,00		1 650 000,00	1 645 258,08	1 297 924,71	347 333,37		4 741,92
1006	Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions		7 100,00	7 100,00	6 954,68	6 954,68			145,32
100	**Rémunérations et autres droits**	**2 253 000,00**		**2 253 000,00**	**2 192 878,37**	**1 845 545,00**	**347 333,37**		**60 121,63**
1010	Indemnité transitoire	275 000,00		275 000,00	262 985,83	262 985,83			12 014,17
101	**Cessation de fonctions**	**275 000,00**		**275 000,00**	**262 985,83**	**262 985,83**			**12 014,17**
Total Chapitre 10 - Membres de l'institution		**2 528 000,00**		**2 528 000,00**	**2 455 864,20**	**2 108 530,83**	**347 333,37**		**72 135,80**
1100	Traitements de base	326 621 151,00		326 621 151,00	319 830 456,76	319 830 456,76			6 790 694,24

	Ligne budgétaire	Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
1101	Droits statutaires liés à la fonction	1 956 000,00		1 956 000,00	1 583 511,47	1 583 511,47			372 488,53
1102	Droits statutaires liés à la situation personnelle de l'agent	82 905 000,00		82 905 000,00	80 489 291,15	80 489 291,15			2 415 708,85
1103	Couverture sociale	13 601 000,00		13 601 000,00	12 795 544,97	12 795 544,97			805 455,03
1104	Coefficients correcteurs	157 000,00		157 000,00	103 019,98	103 019,98			53 980,02
1105	Heures supplémentaires	1 290 000,00	- 460 000,00	830 000,00	646 765,81	646 765,81			183 234,19
1106	Droits statutaires liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	2 195 000,00		460 000,00	2 655 000,00	2 655 000,00	2 102 353,44		552 646,56
1107	Adaptation annuelle des rémunérations	10 292 000,00		10 292 000,00					10 292 000,00
110	**Rémunérations et autres droits**	**439 017 151,00**		**439 017 151,00**	**418 103 590,14**	**417 550 943,58**	**552 646,56**		**20 913 560,86**
1110	Indemnités en cas de retrait d'emploi dans l'intérêt du service	2 386 000,00	- 400 000,00	1 986 000,00	1 358 319,89	1 358 319,89			627 680,11
111	**Cessation de fonctions**	**2 386 000,00**	**- 400 000,00**	**1 986 000,00**	**1 358 319,89**	**1 358 319,89**			**627 680,11**
Total Chapitre 11 – Fonctionnaires et agents temporaires		**441 403 151,00**	**- 400 000,00**	**441 003 151,00**	**419 461 910,03**	**418 909 263,47**	**552 646,56**		**21 541 240,97**
1200	Autres agents	13 508 000,00	218 500,00	13 726 500,00	13 352 729,27	13 351 729,27	1 000,00		373 770,73

Ligne budgétaire	Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
	1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
1201 Experts nationaux détachés	1 381 000,00	- 5 000,00	1 376 000,00	1 241 208,73	1 239 208,73	2 000,00		134 791,27
1202 Stages	928 000,00		928 000,00	899 873,59	867 408,47	32 465,12		28 126,41
1203 Prestations externes	328 000,00	- 117 500,00	210 500,00	197 332,29	125 476,98	71 855,31		13 167,71
1204 Prestations d'appoint pour le service de traduction	158 000,00	**223 000,00**	381 000,00	381 000,00	177 100,40	203 899,60		
1207 Adaptation annuelle des rémunérations	319 000,00	- 319 000,00						
120 Autres agents et prestations externes	**16 622 000,00**		**16 622 000,00**	**16 072 143,88**	**15 760 923,85**	**311 220,03**		**549 856,12**
Total Chapitre 12 - Autres agents et prestations externes	**16 622 000,00**		**16 622 000,00**	**16 072 143,88**	**15 760 923,85**	**311 220,03**		**549 856,12**
1300 Frais divers de recrutement	163 000,00		163 000,00	111 447,63	83 952,93	27 494,70		51 552,37
1301 Développement professionnel	2 241 000,00		2 241 000,00	2 053 139,98	1 557 325,53	495 814,45		187 860,02
130 Dépenses liées à la gestion du personnel	**2 404 000,00**		**2 404 000,00**	**2 164 587,61**	**1 641 278,46**	**523 309,15**		**239 412,39**

	Ligne budgétaire	Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
1310	Secours extraordinaires	24 000,00	- 2 000,00	22 000,00					22 000,00
1311	Relations sociales entre les membres du personnel	162 000,00	18 551,22	180 551,22	179 006,30	118 394,25	60 612,05		1 544,92
1312	Aide complémentaire aux personnes handicapées	360 000,00	100 000,00	460 000,00	360 000,00	208 299,57	151 700,43		100 000,00
1313	Autres interventions sociales	53 000,00		- 16 551,22	36 448,78	36 448,78	30 670,90		5 777,88
131	**Interventions en faveur du personnel de l'institution**	**599 000,00**	**100 000,00**	**699 000,00**	**575 455,08**	**357 364,72**	**218 090,36**		**123 544,92**
1320	Service médical	425 000,00		425 000,00	285 913,75	189 445,85	96 467,90		139 086,25
1322	Crèches et garderies	3 284 000,00		- 100 000,00	3 184 000,00	3 184 000,00	2 915 733,41		268 266,59
1323	Coopération interinstitutionnelle dans le domaine de la gestion du personnel	1 460 000,00		- 100 000,00	1 360 000,00	1 255 375,97	1 255 375,97		104 624,03
132	**Activités concernant l'ensemble des personnes liées à l'institution**	**5 169 000,00**	**- 200 000,00**	**4 969 000,00**	**4 725 289,72**	**4 360 555,23**	**364 734,49**		**243 710,28**

	Ligne budgétaire	Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
1331	Frais de mission du Secrétariat du Conseil	2 970 000,00	250 000,00	3 220 000,00	3 220 000,00	2 974 212,13	245 787,87		
1332	Frais de voyage des membres du personnel dans le cadre du Conseil européen	1 700 000,00	250 000,00	1 950 000,00	1 950 000,00	1 828 451,54	121 548,46		
133	**Missions**	**4 670 000,00**		**500 000,00**	**5 170 000,00**	**5 170 000,00**	**4 802 663,67**		**367 336,33**
Total Chapitre 13 - Autres dépenses concernant les personnes liées à l'institution		**12 842 000,00**		**400 000,00**	**13 242 000,00**	**12 635 332,41**	**11 161 862,08**	**1 473 470,33**	**606 667,59**
TOTAL TITRE 1 - Personnes liées à l'institution		**473 395 151,00**		**473 395 151,00**	**450 625 250,52**	**447 940 580,23**	**2 684 670,29**		**22 769 900,48**
2000	Loyers	452 000,00	- 303 543,51	148 456,49	148 456,49	148 456,49			
2003	Travaux d'aménagement et d'installation	8 378 000,00	1 101 043,51	9 479 043,51	9 474 018,22	3 748 892,12	5 725 126,10		5 025,29
2004	Travaux de sécurisation	1 934 000,00	- 238 980,76	1 695 019,24	1 692 807,86	219 964,05	1 472 843,81		2 211,38
2005	Dépenses préliminaires à l'acquisition, à la construction et à l'aménagement d'immeubles	570 000,00	246 480,76	816 480,76	813 326,90	198 626,08	614 700,82		3 153,86
200	**Immeubles**	**11 334 000,00**	**805 000,00**	**12 139 000,00**	**12 128 609,47**	**4 315 938,74**	**7 812 670,73**		**10 390,53**
2010	Nettoyage et entretien	21 587 000,00	- 1 110 241,51	20 476 758,49	20 476 758,49	16 754 100,25	3 722 658,24		

Ligne budgétaire		Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
2011	Eau, gaz, électricité et chauffage	7 021 000,00	- 79 758,49	6 941 241,51	6 941 241,51	5 292 944,15	1 648 297,36		
2012	Sécurité et surveillance des immeubles	19 089 000,00	- 570 000,00	18 519 000,00	18 475 606,46	15 354 549,04	3 121 057,42		43 393,54
2013	Assurances	636 000,00	170 000,00	806 000,00	805 814,05	764 462,31	41 351,74		185,95
2014	Autres dépenses afférentes aux immeubles	518 000,00	- 60 000,00	458 000,00	454 712,62	176 526,37	278 186,25		3 287,38
201	**Frais afférents aux immeubles**	**48 851 000,00**	**- 1 650 000,00**	**47 201 000,00**	**47 154 133,13**	**38 342 582,12**	**8 811 551,01**		**46 866,87**
Total chapitre 20 - Immeubles et frais accessoires		**60 185 000,00**	**- 845 000,00**	**59 340 000,00**	**59 282 742,60**	**42 658 520,86**	**16 624 221,74**		**57 257,40**
2100	Acquisition d'équipements et de logiciels	16 470 000,00	1 084 723,75	17 554 723,75	17 554 722,75	10 780 205,06	6 774 517,69		1,00
2101	Prestations externes pour l'exploitation et le développement de systèmes informatiques	29 385 000,00	3 691 427,29	33 076 427,29	33 055 705,49	14 689 114,56	18 366 590,93		20 721,80
2102	Entretien et maintenance d'équipements et de logiciels	6 959 707,00	- 465 861,40	6 493 845,60	6 493 845,60	4 805 423,70	1 688 421,90		
2103	Télécommunications	1 596 000,00	356 710,36	1 952 710,36	1 952 710,36	1 420 287,97	532 422,39		

	Ligne budgétaire	Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
210	**Informatique et télécommunications**	**54 410 707,00**	**4 667 000,00**	**59 077 707,00**	**59 056 984,20**	**31 695 031,29**	**27 361 952,91**		**20 722,80**
2111	Achat et renouvellement de mobilier	993 390,00	198 610,00	1 192 000,00	1 188 841,70	816 113,48	372 728,22		3 158,30
2112	Location, entretien, maintenance et réparation de mobilier	61 610,00	- 48 610,00	13 000,00	13 000,00	8 143,43	4 856,57		
211	**Mobilier**	**1 055 000,00**	**150 000,00**	**1 205 000,00**	**1 201 841,70**	**824 256,91**	**377 584,79**		**3 158,30**
2120	Achat et renouvellement de matériel et d'installations techniques	2 199 000,00	- 427 600,00	1 771 400,00	1 726 431,31	834 157,80	892 273,51		44 968,69
2121	Prestations externes pour l'exploitation et le développement de matériel et d'installations techniques	103 000,00	- 10 000,00	93 000,00	88 000,00	73 455,84	14 544,16		5 000,00

	Ligne budgétaire	Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
2122	Location, entretien, maintenance et réparation de matériel et d'installations techniques	1 342 000,00	- 27 400,00	1 314 600,00	1 286 157,85	870 544,78	415 613,07		28 442,15
212	**Matériel et installations techniques**	**3 644 000,00**	**- 465 000,00**	**3 179 000,00**	**3 100 589,16**	**1 778 158,42**	**1 322 430,74**		**78 410,84**
2132	Frais de location, d'entretien et de réparation des voitures de service	1 570 000,00	- 388 150,00	1 181 850,00	1 161 839,90	644 965,51	516 874,39		20 010,10
2133	Plan de mobilité	620 000,00	68 150,00	688 150,00	688 150,00	687 400,00	750,00		
213	**Transports**	**2 190 000,00**	**- 320 000,00**	**1 870 000,00**	**1 849 989,90**	**1 332 365,51**	**517 624,39**		**20 010,10**
Total Chapitre 21 - Informatique, équipement et mobilier		**61 299 707,00**	**4 032 000,00**	**65 331 707,00**	**65 209 404,96**	**35 629 812,13**	**29 579 592,83**		**122 302,04**
2200	Frais de voyage des délégations	15 505 000,00	- 400 829,00	15 104 171,00	15 104 171,00	15 104 171,00			
2201	Frais de voyage divers	510 000,00		510 000,00	398 062,96	289 285,97	108 776,99		111 937,04
2202	Frais d'interprétation	85 060 000,00	- 2 523 171,00	82 536 829,00	82 536 828,72	51 450 362,82	31 086 465,90		0,28
2203	Frais de représentation	191 000,00		191 000,00	143 218,90	117 600,65	25 618,25		47 781,10

	Ligne budgétaire	Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
		1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
2204	Frais divers de réunions internes	5 662 000,00		5 662 000,00	5 561 621,93	4 017 403,40	1 544 218,53		100 378,07
2205	Organisation des conférences, congrès et réunions	1 246 000,00	- 406 000,00	840 000,00	809 853,07	346 174,26	463 678,81		30 146,93
220	**Réunions et conférences**	**108 174 000,00**	**- 3 330 000,00**	**104 844 000,00**	**104 553 756,58**	**71 324 998,10**	**33 228 758,48**		**290 243,42**
2210	Dépenses de documentation et de bibliothèque	2 853 000,00	- 55 670,00	2 797 330,00	2 797 129,56	1 733 515,94	1 063 613,62		200,44
2212	Publications de caractère général	320 000,00	23 000,00	343 000,00	342 985,52	258 724,88	84 260,64		14,48
2213	Information et manifestations publiques	6 635 000,00	220 670,00	6 855 670,00	6 855 603,06	4 053 180,91	2 802 422,15		66,94
221	**Information**	**9 808 000,00**	**188 000,00**	**9 996 000,00**	**9 995 718,14**	**6 045 421,73**	**3 950 296,41**		**281,86**
2230	Fournitures de bureau	396 000,00	64 452,60	460 452,60	460 435,12	339 867,31	120 567,81		17,48
2231	Affranchissement	45 000,00	10 000,00	55 000,00	55 000,00	33 765,59	21 234,41		
2232	Frais d'études, d'enquêtes et de consultations	45 000,00	- 45 000,00						
2234	Déménagement	33 000,00	- 7 800,00	25 200,00	25 200,00	8 381,73	16 818,27		
2235	Charges financières	15 000,00	- 10 000,00	5 000,00	5 000,00	945,00	4 055,00		

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2026/3597/oj
JO C du 13.7.2026

Ligne budgétaire	Crédits initiaux (*) 2025	Virements/ modifications 2025	Crédits finaux 2025	Engagements 2025	Paiements 2025	Report de droit à 2026	Report par décision à 2026	Crédits annulés
	1	2	3	4	5	6	7	8 = 3 - 5 - 6 - 7
2236 Frais de contentieux, frais juridiques, dommages et intérêts, dédommagements	556 000,00		556 000,00	556 000,00	98 406,00	457 594,00		
2237 Autres dépenses de fonctionnement	317 000,00	- 56 652,60	260 347,40	239 050,89	202 461,50	36 589,39		21 296,51
223 Dépenses diverses	**1 407 000,00**	**- 45 000,00**	**1 362 000,00**	**1 340 686,01**	**683 827,13**	**656 858,88**		**21 313,99**
Total chapitre 22 - Dépenses de fonctionnement	**119 389 000,00**	**- 3 187 000,00**	**116 202 000,00**	**115 890 160,73**	**78 054 246,96**	**37 835 913,77**		**311 839,27**
TOTAL TITRE 2 - Immeubles, équipement et dépenses de fonctionnement	**240 873 707,00**		**240 873 707,00**	**240 382 308,29**	**156 342 579,95**	**84 039 728,34**		**491 398,71**
BUDGET TOTAL	**714 268 858,00**		**714 268 858,00**	**691 007 558,81**	**604 283 160,18**	**86 724 398,63**		**23 261 299,19**

(*) A la suite du budget rectificatif nº 3/2025